

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

## DECRET n° 97-659 du 30 juin 1997

ant le décret 96-661 du 6 août 1996 fixant les trimestres  
la durée des congés et vacances dans les établissements  
aires pour l'année scolaire 1996-1997.

SIDENT DE LA REPUBLIQUE,

a Constitution, notamment en ses articles 37 et 65;

la loi n° 61-33 du 15 juin 1961 portant statut général des fonctionnaires,

la loi n° 74-52 du 4 novembre 1974 relative à la Fête nationale et  
les lois complétées par la loi n° 83-54 du 18 février 1983;

la loi n° 91-22 du 16 février 1991 portant loi d'orientation de l'éducation

le décret n° 63-116 du 19 février 1963 relatif au régime des congés,  
les décrets et autorisations d'absence des fonctionnaires;

le décret n° 79-352 du 17 avril 1979 relatif à la durée des congés  
dans les établissements scolaires et universitaires et de formation  
technique;

le décret n° 93-717 du 1<sup>er</sup> juin 1993 portant nomination du Premier

le décret n° 95-312 du 15 mars 1995 portant nomination des ministres,  
par le décret n° 95-748 du 12 septembre 1995;

le décret n° 95-315 du 16 mars 1995 portant répartition des services  
et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales  
à participation publique entre la Présidence de la République,  
le Gouvernement et les ministères;

le décret n° 95-321 du 17 mars 1995 relatif aux attributions du Ministre  
de l'Education nationale;

le rapport du Ministre de l'Education nationale,

DECRETE :

Article premier. - L'article premier du décret n° 96-661 du 6 août  
est modifié ainsi qu'il suit :

Article premier. - La durée des vacances dans les établissements  
pour l'année 1996-1997 est fixée comme suit :

## Grandes vacances :

Personnel administratif et personnel enseignant :

du samedi 20 septembre 1997 à 12 H au lundi 3 novembre 1997

Elèves :

Pour les classes d'examen :

du 14 août 1997 au 10 novembre 1997.

Pour toutes les autres classes :

du 31 juillet 1997 au 10 novembre 1997 ».

2. - Le Ministre des Forces armées, le Ministre de la Santé  
et de l'Action sociale, le Ministre de l'Education nationale,  
le Ministre de la Culture et le Ministre de la Jeunesse et des Sports,  
chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent  
décret qui sera publié au *Journal officiel*.

à Dakar, le 30 juin 1997.

Abdou DIOUF.

Par le Président de la République :

Ministre,

ib THIAM.

## DECRETS portant diverses mesures concernant le personnel.

Par décret n° 97-667 en date du 2 juillet 1997 :

Article premier. - M. Babacar Kanté, professeur titulaire, est  
nommé Directeur de l'UFR de Sciences juridiques et politiques pour  
une durée de trois ans, renouvelable une fois, à compter du 15 mai  
1997.

Art. 2. - Les dispositions du décret n° 90-096 du 29 janvier 1990  
et notamment l'article 2 sont abrogées.

Art. 3. - Le Ministre de l'Education nationale est chargé de  
l'exécution du présent décret.

Par décret n° 97-669 en date du 2 juillet 1997 :

Article premier. - M. Mary Teuw Niane, professeur titulaire, est  
nommé Directeur de l'UFR de Mathématiques appliquées et d'Infor-  
matique pour une durée de trois ans, renouvelable une fois, à compter  
du 15 mai 1997.

Art. 2. - Les dispositions du décret n° 90-096 du 29 janvier 1990  
et notamment l'article 4 sont abrogées.

Art. 3. - Le Ministre de l'Education nationale est chargé de  
l'exécution du présent décret.

Par décret n° 97-670 en date du 2 juillet 1997 :

Article premier. - M. Ndiawar Sarr, professeur titulaire, est nommé  
Directeur de l'UFR de Lettres et Sciences humaines pour une durée  
de trois ans, renouvelable une fois, à compter du 15 mai 1997.

Art. 2. - Les dispositions du décret n° 90-096 du 29 janvier 1990  
et notamment l'article 1<sup>er</sup> sont abrogées.

Art. 3. - Le Ministre de l'Education nationale est chargé de  
l'exécution du présent décret.

## MINISTERE DE LA MODERNISATION DE L'ETAT

## DECRET n° 97-692 du 2 juillet 1997

modifiant et complétant certaines dispositions du décret n° 84-  
1046 du 18 septembre 1984 fixant la composition, les attri-  
butions, l'organisation et le fonctionnement du Conseil supé-  
rieur de la Fonction publique.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 37 et 65;

Vu la loi n° 61-33 du 15 juin 1961 relative au statut général des  
fonctionnaires, modifiée;

Vu le décret n° 84-1046 du 18 septembre 1984 fixant la composition, les  
attributions, l'organisation et le fonctionnement du Conseil supérieur de la  
Fonction publique;

Vu le décret n° 93-717 du 1<sup>er</sup> juin 1993 portant nomination du Premier  
Ministre;

Vu le décret n° 95-312 du 15 mars 1995 portant nomination des ministres,  
modifié par le décret n° 95-748 du 12 septembre 1995;

Vu le décret n° 95-315 du 16 mars 1995 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères;

Sur le rapport du Ministre de la Modernisation de l'Etat,

#### DECRETE :

Article premier. - L'article 2 du décret n° 84-1046 du 18 septembre 1984 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 2. - Le Conseil supérieur de la Fonction publique comprend, sous la présidence du Ministre chargé de la Fonction publique, vingt membres titulaires ainsi répartis :

- 10 fonctionnaires représentants de l'Administration;
- 10 fonctionnaires représentants des personnels et choisis par les organisations syndicales.

La liste de ces organisations et le quota qui leur sera attribué, seront fixés par arrêté du Premier Ministre sur proposition du Ministre chargé de la Fonction publique ».

Art. 2. - Il est ajouté, entre le premier et le 2° tirets de l'article 3 du décret n° 84-1046 du 18 septembre 1984, un tiret dont le contenu est ainsi libellé :

« - un représentant de la Primature; ».

Art. 3. - Le Ministre de la Modernisation de l'Etat est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 2 juillet 1997.

Abdou DIOUF.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Habib THIAM.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### ANNONCES

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers).

Etude de M<sup>e</sup> Moussa Mbacké, notaire  
à la Résidence de Thiès - B.P. 25

#### VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES D'UN FONDS DE COMMERCE

Le 18 août 1997 à 10 heures. Il sera procédé en l'étude de M<sup>e</sup> Moussa Mbacké, notaire à Thiès, HLM route de Dakar et par lui à la vente aux enchères publiques au dernier et au plus offrant enchérisseur d'un fonds de commerce de nature hôtelière avec restaurant, bars et annexes exploité à Salv Portudal avec ses éléments corporels et incorporels.

A la requête de la Société hôtelière du Lido (S.H.L.) S.A. au capital de 1.172.250 francs C.F.A. ayant son siège social à Dakar Pointe Bernard et la Nouvelle Société d'Exploitation de Saly (S.N.E.S.) S.A.

Dakar Pointe Bernard. Petite Corniche, mais élisant domicile M<sup>e</sup> Cheikh Tidiâne Tambédou, huissier de justice à Mbour

Contre la Société d'Exploitation de Saly, S.A. au capital de 125.000.000 de francs C.F.A. ayant son siège social à Pointe Bernard, propriétaire dudit fonds et débitrice saisie.

Et en vertu d'un jugement du Tribunal régional de Thiès du 29 mai 1997.

La mise à prix est de 250.000.000 de francs C.F.A. et les enchères de 500.000 francs C.F.A.

Sauf dispense du notaire, nul ne pouvant enchérir sans versement préalable d'une somme égale au montant de la mise à prix.

La présente vente poursuivie est faite aux conditions et au cahier de charges déposé aux minutes de M<sup>e</sup> Mbacké

Pour avis et men

M<sup>e</sup> Moussa Mbacké,

Etude de M<sup>e</sup> Amadou Moustapha Ndiaye, notaire

115, rue Carnot - Dakar

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du certificat d'inscription d'usufruit établi à vie au profit de M<sup>me</sup> Anice Hajje veuve sur le titre foncier n° 562-DG.

Etude de M<sup>e</sup> Moustapha Thiam, notaire

34, 36 Boulevard de la République - Dakar

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier n° DG appartenant à M. Papa Amadou Diallo.

#### PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

#### R E C E P I S S E

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970 fixant les règles d'application des lois, des actes administratifs à caractère réglementaire et des actes administratifs à caractère individuel, modifiée par la loi n° 71-01 du 11 janvier 1971).

Le numéro 5736 du *Journal officiel* en date du 29 mai 1997 a été déposé au Secrétariat général du Gouvernement

L'Adjoint du Secrétaire général du Gouvernement

Bara NIANG